

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
28 février 2022
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-seizième session
Points 35 a) et 67 de l'ordre du jour

Conseil de sécurité
Soixante-dix-septième année

Prévention des conflits armés : prévention des conflits armés

La situation dans les territoires ukrainiens temporairement occupés

**Lettre datée du 26 février 2022, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le document officiel sur la situation réelle de la sûreté nucléaire en Ukraine, après l'acte d'agression ouverte commis par la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 35 a) et 67 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Sergiy Kyslytsya



Annexe à la lettre datée du 26 février 2022 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Document officiel sur la situation réelle de la sûreté nucléaire en Ukraine après l'acte d'agression ouverte commis par la Fédération de Russie contre l'Ukraine

(au 25 février 2022)

Depuis le 24 février 2022, les membres du personnel opérant à la centrale nucléaire de Tchernobyl (92 personnes en tout) ont été retenus en otages par les forces armées russes. Elles sont sur le site depuis plus de deux jours. Les membres du personnel sont contraints de maintenir l'activité et d'assurer la sécurité, sous la menace des armes.

Les soldats de la garde nationale ukrainienne (quelque 130 personnes en tout) ont également été pris en otages par les forces armées russes.

L'invasion du matériel militaire lourd des forces militaires russes en territoire ukrainien s'est faite à travers la réserve naturelle qui avait été établie sur les territoires contaminés par la radioactivité autour de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Le déplacement du matériel militaire lourd à travers la zone d'exclusion a entraîné une augmentation des substances radioactives dans l'air et un dépassement de 5 à 15 fois des taux d'irradiation gamma. Ces taux ont été détectés par le système automatisé ukrainien de surveillance des rayonnements et observés par tous les pays de l'Union européenne qui se préoccupent de la sûreté.

La nouvelle arche de confinement, construite à l'aide du financement d'un nombre important de pays pour protéger le monde des effets des rayonnements provoqués par l'unité 4 détruite, est sous la menace d'une attaque aveugle de drones aériens, d'engins explosifs et autre matériel militaire utilisé par les forces armées russes contre l'Ukraine.

Les installations nucléaires sur l'ensemble du territoire ukrainien demeurent exposées aux risques les plus élevés.

Dans ces circonstances, compte tenu de la saisie de ses installations nucléaires par les troupes inadéquates et imprévisibles des forces armées russes, l'Ukraine ne peut pas s'acquitter pleinement de ses obligations au regard de la Convention commune sur la sûreté de la gestion du combustible usé et sur la sûreté de la gestion des déchets radioactifs, ainsi que de l'accord pour l'application des garanties qu'elle a signé avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Au 25 février 2022, une alerte aérienne a été décrétée sur le site de la centrale nucléaire de Khmelnytskyï et dans la ville de Netichyn.

Dans ce contexte, l'Ukraine prie instamment l'AIEA de :

1. créer une équipe spéciale pour surveiller les actes de la Fédération de Russie, du fait que l'agression contre l'Ukraine et les agissements sur le site de Tchernobyl suscitent des doutes quant à l'efficacité des régimes de sûreté existants ;
2. soulever la question de l'imposition de sanctions sur la construction de nouvelles centrales nucléaires conçues par la Russie ;
3. procéder à la vérification internationale du matériel nucléaire se trouvant en possession de la Fédération de Russie.

L'Ukraine considère l'AIEA comme une puissante organisation internationale sans égale et espère, tout en exprimant sa vive préoccupation, que l'Agence créera les conditions permettant de faire pression sur la Russie avant que le Président Poutine n'émette l'ordre d'employer l'arme nucléaire comme argument ultime dans sa lutte pour ses ambitions personnelles.

L'Ukraine respecte pleinement toutes ses obligations internationales dans le domaine nucléaire et espère sincèrement obtenir un appui efficace et effectif de la part de tous les États Membres de l'AIEA.
